

Le Brexit, un bouclier anti-populistes



Le scrutin britannique doit pousser L'Europe à combattre la vague populiste qui sévit. Cela commence par la sortie rapide et totale du Royaume-Uni de l'UE. Un moyen de faire réfléchir les peuples de l'Union.

Après le choc causé par [la victoire du "Brexit"](#), deux questions cruciales se posent aux dirigeants et leaders d'opinion européens. La première est celle des leçons à tirer de ce vote; la seconde, celle de l'attitude à adopter à l'égard du Royaume-Uni dans les négociations à venir. L'une et l'autre ont un caractère éminemment stratégique pour l'avenir du projet européen.

La question de l'interprétation du scrutin et des enseignements à en tirer se pose en premier lieu. Dans leur grande majorité, les dirigeants européens ont pris acte du vote britannique et rapidement enchaîné sur la nécessité de « refonder » ou « réorienter » la construction européenne pour répondre au message des électeurs, non seulement au Royaume-Uni, mais à travers toute l'Europe.

Le *nostra culpa*, l'autoflagellation et la contrition européennes dominent discours et analyses. Telle a été, du reste, la réaction constante des chefs d'Etat et de gouvernement européens depuis la surprise de la victoire serrée du « oui » au référendum français de 1992 sur le traité de Maastricht. Il en est résulté un affaiblissement durable de la construction européenne et de l'esprit communautaire au profit

d'une simple coordination intergouvernementale des intérêts nationaux respectifs, avec les résultats que l'on sait et que l'on paie depuis dix ans.

La victoire des populistes

Car qui sont les grands perdants du 23 juin ? Le Royaume-Uni avant tout, et son Premier ministre David Cameron, qui a joué en toute irresponsabilité au billard à trois bandes, misant à pile ou face l'avenir de son pays et de l'Europe pour satisfaire ses seuls intérêts personnels et partisans. L'UE ensuite, à laquelle on peut notamment reprocher d'avoir été trop complaisante envers la stratégie ambiguë de David Cameron.

Mais le Brexit est aussi et surtout [la défaite de la raison par la peur](#), celle de l'éducation par l'ignorance, celle de la jeunesse, du succès, et de l'espoir, par la vieillesse et la perte des repères. Cette défaite-là a quelque chose d'autant plus révoltant qu'elle est la victoire des Boris Johnson, Nigel Farage, Le Pen, Poutine, Trump et autres démagogues et apprentis sorciers, acharnés à détruire le projet européen et la démocratie libérale occidentale. Le succès impressionnant de la pétition en faveur d'un nouveau référendum au Royaume Uni est l'expression de cette révolte.

Le référendum, l'arme fétiche des contestataires

Dans le grand clivage entre ouverture et fermeture, démocrates et populistes, qui divise désormais l'ensemble des sociétés occidentales aux prises avec la mondialisation, se contenter d'accabler en permanence les premiers fait uniquement le jeu des seconds. Les partis de gouvernement se sont jusqu'ici contentés d'abdiquer leurs responsabilités, en offrant aux leaders populistes [des référendums sur un plateau](#) tout en échouant à faire partager leur projet et leurs valeurs aux pans les plus fragilisés de la population.

Il est désormais grand temps de désigner l'ennemi principal des démocraties et de le combattre sur un autre terrain que celui où il a toujours prospéré. Si le malaise structurel qui affecte les classes moyennes occidentales conduit à plébisciter des solutions suicidaires, il revient aux démocrates de tout faire pour l'éviter. A rebours de la contagion redoutée, le saut dans l'inconnu et les tristes retombées économiques et politiques à attendre du Brexit pour le Royaume-Uni pourraient y aider, en faisant réfléchir d'autres peuples au sein de l'Union.

Être ferme face aux Royaume-Uni

Ce qui nous amène à la seconde question. Les Vingt-sept n'ont aucune raison de faire de nouveaux cadeaux à David Cameron et à son successeur dans [les négociations de sortie du Royaume-Uni](#), ni en termes de calendrier, ni en termes de contenu. Sauf dans l'hypothèse improbable où Westminster déciderait d'ignorer ce référendum dans l'intérêt supérieur du Royaume - ce qu'il pourrait faire juridiquement – ou d'en organiser immédiatement un second à une supermajorité, la sortie doit être rapide et totale, conformément à l'article 50 du traité de Lisbonne. L'impréparation politique régnant à

Londres et les divisions européennes risquent cependant d'en décider autrement.

Mais la fermeté souhaitable dans les négociations de sortie ne signifie pas pour autant que l'erreur monumentale que constituent ce référendum et son résultat ne puisse, dans un second temps, être atténuée par la recherche d'un statut aussi proche que possible de celui de membre de l'UE, à savoir l'intégration à l'Espace économique européen et le maintien, voire le renforcement, des liens avec Londres en matière de sécurité et de défense. C'est là l'intérêt bien compris de l'Union. Londres n'y gagnera pas au change, mais l'irresponsabilité et la démagogie ont toujours un coût.

Laurent Cohen-Tanugi est avocat